

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**WT/REG3/2/Add.4**

29 avril 1998

(98-1720)

Comité des accords commerciaux régionaux

Original: anglais

## ELARGISSEMENT DES COMMUNAUTES EUROPEENNES ADHESION DE L'AUTRICHE, DE LA FINLANDE ET DE LA SUEDE

### Questions et réponses

#### Addendum

Le présent document contient les réponses fournies par les Communautés européennes et leurs Etats membres sur les services de la CE des 15 aux questions additionnelles posées par les Membres.

#### Réponses aux "Autres questions" posées dans le document WT/REG3/2 et restant en suspens

**106. Les directives de l'UE qui imposent un critère de réciprocité pour les investissements s'appliquent-elles dans les trois nouveaux Etats membres? En particulier, la Directive bancaire, la Directive sur les hydrocarbures, la Directive sur les satellites et la Directive sur la manutention au sol s'appliquent-elles en Autriche, en Finlande et en Suède? Dans l'affirmative, quel sera l'effet de ces directives sur les courants d'échanges et d'investissements?**

Il n'y a pas de clause de réciprocité dans la Directive sur les satellites.

La clause de réciprocité figurant dans la Directive sur la manutention au sol fait partie de la législation des trois nouveaux Etats membres (en fait, cette directive date du 15 octobre 1996). Toutefois, cette directive a trait à des types de services non visés par l'AGCS, puisqu'ils ont été retirés du champ d'application de l'AGCS par l'Annexe sur les services de transport aérien.

La clause de réciprocité (autrement dénommée clause de l'accès aux marchés des pays tiers) de la Directive bancaire s'applique également aux trois nouveaux Etats membres. Cependant, à l'instar de la CE des 12, les trois nouveaux Etats membres ont renoncé à leur droit d'invoquer cette clause de l'accès aux marchés des pays tiers en matière bancaire à l'égard des Membres de l'OMC, puisque les CE et leurs Etats membres ont pris des engagements spécifiques en matière de services financiers et n'ont pas adopté d'exemption de l'obligation NPF. L'absence, dans la Directive bancaire, d'exemptions de l'obligation NPF pour la clause de réciprocité a été confirmée lors de la conclusion des négociations sur les services financiers de décembre 1997.

**107. Hormis les directives mentionnées ci-dessus, l'adhésion aux Communautés européennes entraîne-t-elle une discrimination à l'égard des investissements étrangers en Autriche, en Finlande et en Suède?**

Aucune législation n'est en vigueur dans les trois nouveaux Etats membres qui les habiliterait à pratiquer une discrimination à l'égard de l'investissement étranger. Après l'élargissement, l'Autriche, la Finlande et la Suède ont pleinement maintenu tous leurs engagements sur une base NPF sur le mode 3 (présence commerciale). En outre, par suite de l'élargissement, toutes les entreprises établies dans un Etat membre - qu'il fasse partie des 12 Etats membres initiaux ou qu'il soit un des trois nouveaux Etats membres - bénéficieront du traitement communautaire et, par conséquent, l'accès réservé aux fournisseurs de pays tiers désireux de s'établir/d'investir, à partir d'un des trois nouveaux Etats membres dans la CE des 12, s'est en fait considérablement amélioré depuis l'élargissement.

**108. Comment les exemptions de l'obligation NPF de l'Union européenne dans le domaine des services s'appliqueront-elles aux trois nouveaux Etats membres? En particulier, est-ce que toutes les exemptions de l'obligation NPF dans le secteur audiovisuel s'appliqueront à l'Autriche, la Finlande et la Suède?**

Le document WT/REG23/2/Add.3 explique en détail la manière dont les exemptions de l'obligation NPF des CE s'appliquent aux trois nouveaux Etats membres. Le secteur audiovisuel n'a pas été abordé ou traité différemment. Toutes les mesures actuellement applicables aux trois nouveaux Etats membres sont des mesures bien connues des Membres de l'OMC et ont fait l'objet de négociations de la part de la CE des 12. Par suite de l'élargissement des CE, aucune mesure n'a été adoptée ni modifiée: ces mêmes mesures s'appliquent désormais à un territoire géographique élargi.

**110. Article 108 - Une nouvelle TVA sera-t-elle appliquée dans les Iles Aland?**

Dans les Iles Aland s'appliquent les mêmes lois (et taux) de la TVA que sur le territoire continental de la Finlande.

Explications complémentaires concernant des questions relatives à la liste codifiée (voir WT/REG3/M/4)

**- Services de crédit-bail ou de location sans opérateurs concernant le transport aérien**

Pour ce type de service, la CE des 12, la Finlande et la Suède, respectivement, ont introduit une réserve pour le mode 2, qui précise que les transporteurs aériens ne peuvent louer ou affréter que des aéronefs immatriculés dans la Communauté européenne. Pour les contrats de louage à court terme, des dérogations peuvent être accordées. L'Autriche n'a pas introduit cette réserve mais, par suite de l'élargissement, elle est tenue d'appliquer les mêmes conditions que les 14 autres Etats membres. En d'autres termes, les fournisseurs de services établis en Autriche ne peuvent utiliser, à l'heure actuelle, que des aéronefs immatriculés dans la Communauté, condition à laquelle il peut être dérogé dans des circonstances exceptionnelles. En fait, cette condition équivaut à une limitation des intrants dont peuvent disposer les transporteurs aériens. Les CE désireraient savoir en quoi cette condition affecte les fournisseurs de services des autres Membres de l'OMC.

La CE des 12, la Finlande et la Suède ont introduit pour le mode 3 la même réserve que pour le mode 2, afin de faire en sorte que les permis d'exploitation délivrés à des transporteurs aériens établis dans un des Etats membres ne soient accordés que pour des aéronefs appartenant soit à des personnes physiques de la Communauté ou satisfaisant à des critères précis de nationalité, soit à des personnes morales satisfaisant à des critères particuliers concernant la propriété du capital et le contrôle de la société. Autrement dit, les fournisseurs de services établis dans un des Etats membres en vue de fournir des services de crédit-bail ou de location d'aéronefs ne peuvent le faire que pour des aéronefs immatriculés dans les Etats membres. Vu que cette condition fait partie de la législation communautaire, la même mesure doit s'appliquer aux fournisseurs de services établis en Autriche. Il convient de noter que, par suite de l'élargissement, les conditions mêmes d'établissement de fournisseurs de services fournissant des services de crédit-bail ou de location sans opérateurs

concernant le transport aérien demeurent inchangées en Autriche. De même que pour le mode 2, cette condition revient en fait à restreindre les intrants, mais pas la possibilité de s'établir. Par suite de l'élargissement, les fournisseurs de services situés en Autriche sont désormais tenus de respecter la condition selon laquelle la location d'aéronefs doit se plier à un certain nombre de règles d'origine. Les CE désireraient savoir en quoi cette condition affecte les fournisseurs de services des autres Membres de l'OMC.

- **Suppression de l'engagement relatif au transport spatial en Autriche**

Les Membres ont demandé des explications complémentaires. Il n'y a pas d'autre explication, si ce n'est la nécessité de retirer cet engagement de la liste de la CE des 15 de manière à assurer une application cohérente des règles du marché interne de la CE. L'engagement pris par l'Autriche permettait aux fournisseurs de services établis en Autriche de consommer des services de lancement d'engins spatiaux hors d'Autriche et de s'établir en tant que fournisseurs de services de lancement d'engins spatiaux. Or, à ce jour, aucun fournisseur de services ne lance d'engins spatiaux à partir du territoire autrichien ni n'est établi en Autriche. En outre, les pays de l'OMC où des services de ce type pourraient être consommés sont très peu nombreux. Par conséquent, la CE juge peu probable que cela puisse affecter les droits des Membres de l'OMC. La CE se déclare encore une fois disposée à examiner d'éventuelles allégations en la matière.

Questions concernant les engagements consolidés de la CE (voir WT/REG3/2/Add.3)

S'agissant du document WT/REG3/2/Add.3, on se reportera aux réponses fournies par la CE dans le document WT/REG3/2/Add.1.

Concernant la question plus générale de savoir quelle est la position de la CE par rapport à l'article V:4, la CE se déclare à nouveau disposée à examiner les droits de tiers lésés si ceux-ci établissent que l'élargissement a eu pour effet de créer des obstacles au commerce. En évaluant l'éventuelle apparition d'obstacles, les Membres de l'OMC devraient aussi tenir dûment compte des améliorations de l'accès aux marchés offertes, dans les nouveaux Etats membres pris séparément et dans la Communauté européenne tout entière, par l'élargissement du marché unique. La CE est prête à donner tous renseignements complémentaires sur ce dernier point.

---